

Philippe d'Iribarne : «Le lent crépuscule du projet politique français»

Par [Philippe D'iribarne](#)

Publié le 16/08/2024 à 19:38, Mis à jour le 17/08/2024 à 17:34



Vote des députés pour élire le président de la chambre basse lors de l'ouverture de la XVIIIe législature, à l'Assemblée nationale, le 18 juillet. *Vernier Jean-Bernard / Vernier Jean-Bernard/JBV News/ABACA*

TRIBUNE - Lors des dernières élections législatives, le Rassemblement national a été vaincu par l'union de ceux qui croient encore à un projet politique né il y a plus de trois siècles, fondé sur la raison et une revendication abstraite d'égalité, analyse le sociologue. Mais aujourd'hui, estime-t-il, les compromis entre cette idéologie «de progrès» et la réalité ne semblent plus en mesure d'assurer la concorde sociale.

Directeur de recherche au CNRS, Philippe d'Iribarne a notamment publié [Le Grand Déclassement](#) (Albin Michel, 2022).

Une fois de plus, [le Rassemblement national a été écarté du pouvoir](#). Mais sa montée se poursuit, [comme celle, en Europe, des partis s'affirmant patriotes](#). Quelle est la portée de ce mouvement, au-delà du trouble qu'il suscite dans l'immédiat ? Il est le symptôme du lent crépuscule d'un projet politique qui a émergé il y a plus de trois siècles. On a vu alors une vision grandiose prendre corps, puis dominer le monde occidental, à la rencontre d'une volonté de tourner la page des guerres de religion, d'une fascination pour la raison et d'une revendication générale d'égalité. [Il s'est agi de construire des sociétés politiques d'une espèce inédite](#), sociétés hors sol, affranchies de tout lien avec une histoire, une culture, une religion particulières, libérées des préjugés de classe, rassemblant des citoyens émancipés, maîtres de leur propre destin, unis par leur seule raison.

Des siècles de luttes ont conduit la réalité sociale à ressembler de plus en plus à cette image. Elle est au cœur de la construction européenne, des institutions internationales, de la primauté accordée aux droits de l'homme, de la mondialisation économique. Son triomphe a été tel que [les notions de peuple, d'identité nationale, ont tendu à être reléguées aux poubelles de l'histoire](#). Et voilà qu'une vague, qui monte depuis quelques dizaines d'années et qui menace de déferler, met en question non pas seulement telle ou telle manière d'incarner cette vision mais jusqu'à son cœur. Les barrages édifiés pour la contenir paraissent de plus en plus fragiles. Que s'est-il passé et que va-t-il advenir ?

Quand cette vision d'un monde nouveau s'est imposée dans les esprits, elle n'a été mise en pratique que de manière fort imparfaite et cette imperfection a sérieusement contribué à la rendre acceptable pour la majorité du corps social. Ainsi des compromis ont permis de surmonter la contradiction entre la promesse radicale d'égalité et ce que la Déclaration des droits de l'homme de 1789 a qualifié d'inégalité des « vertus » et des « talents ». L'élitisme républicain a mis en pause la recherche immédiate d'égalité sociale au profit de la possibilité ouverte à quelques enfants spécialement doués des classes inférieures d'accéder aux élites.

La référence aux droits du citoyen et à la souveraineté populaire a fait obstacle à la mise en œuvre d'une vision radicale des droits de l'homme. Si les sociétés européennes se sont majoritairement ralliées en principe à ce projet universaliste, leurs membres, loin d'être représentatifs de l'ensemble de l'humanité, ont longtemps hérité d'une longue histoire commune, source d'une civilisation singulière. Ceux qui migraient d'un pays européen à l'autre y retrouvaient la même grande civilisation et eux-mêmes, en tout cas leurs descendants, devenaient vite des citoyens parfaitement intégrés de leur pays d'accueil.

Une épreuve de vérité

Au cours de ces dernières décennies, cette imperfection s'est trouvée battue en brèche. Une référence beaucoup plus radicale aux droits de l'homme est venue mettre une borne aux droits spécifiques du citoyen et la souveraineté populaire a été entravée par le pouvoir des juges. La croissance massive d'une immigration venue du Sud a conduit à l'avènement de sociétés effectivement multiethniques et multireligieuses, et la vision d'une société ayant une unité purement politique a subi une épreuve de vérité qui lui avait été épargnée jusqu'alors. On a vu apparaître, dans les sociétés européennes, une amorce des phénomènes qui marquent les sociétés depuis longtemps très hétérogènes, telles le Brésil ou le Mexique, sociétés ségréguées, inégalitaires et violentes. L'évolution a été parfois particulièrement dramatique, comme en Suède.

Cette épreuve de réalité a engendré une opposition majeure, qui marque de plus en plus la vie politique des pays européens, entre ceux qui sacralisent le modèle idéal d'une société hors sol et ceux qui considèrent que son échec ne fait plus de doute et qu'il faut tourner la page.

Pour les uns, le projet de construire une société dont l'unité serait purement politique, indifférente aux cultures, aux religions, aux histoires des peuples dont ses membres sont issus, et où cohabitent une multiplicité de groupes ethniques et religieux, a un caractère sacré

Pour les uns, le projet de construire une société dont l'unité serait purement politique, indifférente aux cultures, aux religions, aux histoires des peuples dont ses membres sont issus, et où cohabitent une multiplicité de groupes ethniques et religieux, a un caractère sacré. Ce projet n'est pas vu comme le fruit d'un certain moment de l'histoire, répondant à une situation particulière – les guerres de religion – et s'appuyant sur l'héritage d'une civilisation singulière. Il est considéré comme l'expression du Bien en soi, pour l'infinité des temps et des lieux, et sa viabilité est supposée totalement indépendante de quelque réalité sociale que ce soit.

Dès lors les faits mis en avant pour affirmer que cette viabilité est limitée ne peuvent être réels. On est au-delà de la sanction de l'expérience, dans un registre transcendantal. Mettre en doute l'excellence incomparable de ce projet a un caractère blasphématoire. Une telle dérive ne peut être que le fait d'esprits pervers ou égarés. Il est largement fait appel pour les qualifier à des termes suggérant l'impureté ou la maladie, « nauséabond », « rance », « peste brune », et autres. Le mouvement woke radicalise cette position : il ne s'agit plus seulement de dénoncer ceux qui pensent mal, mais de les empêcher de s'exprimer en les menaçant d'une sorte de mort sociale.

En pointe pour résister

Au bord opposé, la référence majeure n'est pas la pureté d'une vision politique idéale, le caractère élevé des valeurs qu'elle met en avant, mais ce qui se passe en fait quand on tente de la mettre en pratique. On retrouve le « *et pourtant elle tourne* ». Pour juger des mérites des sociétés « multiculturelles », « métissées », etc., il ne suffit pas d'affirmer qu'elles représentent sur le papier une incarnation du Bien, horizon indépassable de l'histoire. Il faut prêter attention à ce qui se passe dans celles qui existent depuis longtemps comme là où elles sont en train de prendre corps. Le regard se porte dès lors sur l'existence de « territoires perdus de la République », sur la montée de l'insécurité, sur les agressions dont les pompiers sont victimes dans certains quartiers, sur les émeutes qui y naissent, etc.

On retrouve la fracture qui s'est produite dans les pays occidentaux quand il est devenu manifeste que la réalité du monde communiste était loin de ressembler à l'idéal promis. Les uns ont largement nié cet échec et ont mis en accusation ceux qui ont osé faire part de ce qu'ils constataient, tels Kravchenko, dissident soviétique traité de noms infamants, « *vipère lubrique* » ou « *rat visqueux* », par la presse communiste, ou Simon Leys, critique

aussi impitoyable que bien informé de la Chine de Mao, rejeté par l'intelligentsia progressiste. « *Tout anticommuniste est un chien* », déclarait Sartre. D'autres, tel Raymond Aron ou George Orwell, ont au contraire osé affronter la doxa dominante. Il a fallu des décennies pour que la mise en évidence de la réalité de l'Union soviétique conduise les yeux à se dessiller. Et des irréductibles persistent de nos jours dans la vénération du stalinisme ; les monstruosité de celui-ci n'ont pas suffi à disqualifier ses héritiers.

Il est fort douteux qu'on ait affaire à plus qu'un sursis, en attendant le moment où la réalité sociale ne pourra plus être occultée et où le rêve d'une humanité où les peuples se seraient éteints apparaîtra pour ce qu'il est : un pur fantasme

L'évolution actuelle du regard porté sur le projet de construire une humanité nouvelle, ayant oublié ce qui sépare les peuples qui la composent, est pleine de contrastes. Certains, à l'extrême gauche, sont animés d'un vif ressentiment envers le monde occidental et, pour eux, ceux qui, venant d'autres contrées, partagent ce ressentiment, constituent des auxiliaires précieux dans leur volonté de mise à bas de ce monde. Pour eux la montée de la violence et de l'insécurité est du pain bénit. À l'opposé, pour d'autres, peu favorisés, qui voient dans un monde ordonné un cocon protecteur, la montée de la violence accompagnant celle du sentiment de ne plus être « chez soi » est un drame et ils sont en pointe pour résister. D'autres encore, plutôt nantis et imprégnés de valeurs chrétiennes d'ouverture et de tolérance, longtemps sortes d'« idiots utiles » du « camp du progrès », sont déstabilisés par ce qu'ils observent et virent progressivement de bord.

Une religion séculière

L'intensité de l'opposition entre ceux qui adhèrent à l'un ou l'autre camp est par ailleurs fort variable, d'un pays européen à l'autre, selon que le projet de construire une société hors sol prend plutôt le sens d'un projet politique, qui doit être jugé à l'aune des fruits que produit sa mise en œuvre, ou au contraire d'une révélation religieuse, promettant un accès au Bien en soi et méritant de n'être jugé qu'à l'aune du caractère élevé des valeurs dont il est porteur. Dans une bonne partie de l'Europe, spécialement en Europe du Nord, il s'agit plutôt d'un projet politique, suscitant comme tel des oppositions susceptibles d'être vives mais ne dressant pas de barrière infranchissable entre des croyants et des incroyants.

Il est dès lors possible de s'écarter par des voies diverses – intégration de partis d'« extrême droite » dans des coalitions plus larges comme aux Pays-Bas, ou retour aux fondamentaux de la social-démocratie comme au Danemark – de l'idéal d'une société métissée. Il n'en est pas de même en France, où une forme de religion séculière a pris corps. Du coup, quand une fraction croissante de la population, donc des électeurs, perd la foi dans cette incarnation du Bien, ceux qui demeurent croyants sont prêts à s'unir, quelles que soient leurs divergences proprement politiques, pour faire barrage à la montée de l'incroyance. Il n'est pas question pour eux d'admettre que les difficultés engendrées par la mise en œuvre du projet qu'ils défendent viennent du refus du réel qui habite celui-ci. Pour eux, ce ne peut être que les méfaits de ceux qui résistent, leur racisme, leur islamophobie, ou encore la propagande distillée par des médias « réactionnaires », qui sont en cause.

En France, comme on vient encore de le voir lors des dernières élections législatives, [l'union des croyants s'est donc montrée jusqu'à présent capable de faire barrage à l'incroyance](#) mais l'expérience vécue fait monter celle-ci inexorablement. Il est fort douteux qu'on ait affaire à plus qu'un sursis, en attendant le moment où la réalité sociale ne pourra plus être occultée et où le rêve d'une humanité où les peuples se seraient éteints apparaîtra pour ce qu'il est : un pur fantasme. Le refus de tout compromis avec ceux qui pensent mal ne sera qu'une victoire à la Pyrrhus. L'ère, qui a duré plusieurs siècles, où la vie politique de l'Occident a été dominée par le projet de construire une humanité nouvelle est en train de se clore. Le temps où ce projet a paru offrir un phare à l'humanité, un couronnement à la marche glorieuse de l'histoire, n'est plus. Le moment est venu d'entreprendre, à son égard, le travail d'inventaire qui s'impose. Il s'agit de discerner, dans ce qui a été tenté, ce qui a été fécond et ce qui s'est révélé mortifère.

L'autonomie du politique

Il nous faut au premier chef comprendre aussi précisément que possible le rôle qu'a joué l'abandon d'une mise en œuvre approximative, dominante au XIX^e siècle et dans les débuts du XX^e, d'une vision universaliste et égalitaire, au profit d'une application beaucoup plus rigoureuse de cette vision, dans la seconde partie du

XX^e siècle et dans les débuts du XXI^e : une radicalisation d'une référence aux droits de l'homme mettant en veilleuse les droits du citoyen, la montée de l'exigence de « non-discrimination », une croissance vertigineuse d'une immigration venue du Sud et du poids de l'islam. Il nous faut comprendre comment cette radicalisation a conduit à l'effritement d'une réalité sociale certes imparfaite mais qui avait fini par être marquée par une large adhésion à des institutions démocratiques dans une société relativement pacifiée où la liberté de pensée, une amorce d'égalité sociale, un haut niveau d'éducation, un fort dynamisme économique se sont imposés.

Le cœur de ce qui est en question est la croyance en l'autonomie radicale du politique : la possibilité de faire vivre un système institutionnel jugé vertueux *in abstracto*, dans l'ignorance de ce que sont les humains qui auront à le faire vivre : les visions de l'homme et de la société que véhiculent leur culture, leurs conceptions du juste et du vrai, avec les effets sur celles-ci de la ou des religions qui ont marqué leur histoire. Il convient en particulier de discerner en quoi l'émergence du type de société qui a pris corps en Occident a été permise par l'existence d'un héritage culturel et religieux singulier et d'analyser les effets de l'effritement de cet héritage.

Les compromis tacites entre une idéologie « de progrès » et une réalité sociale qui lui reste infidèle ne paraissent plus en mesure d'assurer la concorde sociale, tant les croyants en cette idéologie et les mécréants qui la rejettent se sont radicalisés. Un énorme effort de vérité est nécessaire pour construire un projet politique faisant se rencontrer dans la vie de nos sociétés un désir d'ouverture à l'universel et une volonté d'enracinement.